

PCT

COMMUNICATION OF INTERNATIONAL APPLICATIONS

(PCT Article 20)

Date of mailing:

06 February 2002 (06.02.02)

From the INTERNATIONAL BUREAU

To:

Commissioner
US Department of Commerce
United States Patent and Trademark
Office, PCT
2011 South Clark Place Room
CP2/5C24
Arlington, VA 22202
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

in its capacity as designated Office

The International Bureau transmits herewith copies of the international applications having the following international application numbers and international publication numbers:

International application no.:

International publication no.:

PCT/FR01/02452

The International Bureau of WIPO 34, chemin des Colombettes 1211 Geneva 20, Switzerland

Facsimile No.: (41-22) 740.14.35

Authorized officer:

J. Zahra

Telephone No.: (41-22) 338.83.38

10/08916 SEARCH REPORT 13 Rec'd PCT/PTO 27 MAR 2003

drawn up on the ground last claims filed before the beginning of the search

DC	OCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT		
Category	Citation of document with indication, where appropriate, of relevant passages	Relevant to claim	
·			,
·			Technical fields Searched (Int. CL. 7)
			·
	Date of completion of the search:	Examiner:	

CATEGORY OF CITED DOCUMENTS

- X : particularly relevant if taken alone
- Y: particularly relevant if combined with another document of the same category
- A: relevant against at least one claim Or: technological background
- O: non-written disclosure P: intermediate document

- T: theory or principle underlying the invention
- E: earlier patent document based on, or after the the filing date
- D: document cited in the application
- L: document cited for other reasons
- & : member of the same patent or corresponding document

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

WE SULP

PCT

RECEIVED

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

AUG 0 2 2002

(article 18 et règles 43 et 44 du PCT)

Technology Center 2600

Référence du dossier du déposant ou du mandataire 103124SYCNAD		emission du rapport de recherche internationale et, le cas échéant, le point 5 ci-après
Demande internationale n°	Date du dépôt international (jour/mois/année)	(Date de priorité (la plus ancienne) (jour/mois/année)
PCT/FR 01/02452	26/07/2001	31/07/2000
Déposant		
ALCATEL		
déposant conformément à l'article 18. Un Ce rapport de recherche internationale co	onale, établi par l'administration chargée de la le copie en est transmise au Bureau internation omprend feuilles. d'une copie de chaque document relatif à l'état	al.
Base du rapport a. En ce qui concerne la langue, la	recherche internationale a été effectuée sur la	base de la demande internationale dans la
	posée, sauf indication contraire donnée sous l e a été effectuée sur la base d'une traduction d	e même point. de la demande internationale remise à l'administration.
la recherche internationale a été é	effectuée sur la base du listage des séquences e internationale, sous forme écrite. e internationale, sous forme déchiffrable par or diministration, sous forme écrite. dministration, sous forme déchiffrable par ordinistration, sous forme déchiffrable par ordinistration, sous forme déchiffrable par ordinielle le listage des séquences présenté par écritemande telle que déposée, a été fournie. Justice les informations enregistrées sous forme de présenté par écrit, a été fournie.	dinateur. nateur. it et fourni ultérieurement ne vas pas au-delà de la déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles
<u> </u>	ines revendications ne pouvaient pas faire l'invention (voir le cadre II).	l'objet d'une recherche (voir le cadre I).
X Le texte a été établi par l'	qu'il a été remis par le déposant. administration et a la teneur suivante: NS UN RESEAU DE COMMUNICATIO	N
le texte (reproduit dans le	ile.	ormément à la règle 38.2b). Le déposant peut compter de la date d'expédition du présent rapport 1
suggérée par le déposan parce que le déposant n'a parce que cette figure ca		Aucune des figures n'est à publier.

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demande Internationale No PCT/FR 01/02452

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE CIB 7 H04L29/06								
Calan la ala	Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB							
	NES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE	anon nationale et la Olo						
	tion minimale consultée (système de classification suivi des symboles d	e classement)						
Documental	Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche							
Base de dor	nnées électronique consultée au cours de la recherche internationale (n	om de la base de données, et si réalisab	le, termes de recherche utilisés)					
EPO-In	ternal							
C. DOCUM	ENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS							
Categorie *	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication o	des passages pertinents	no. des revendications visées					
x	EP 0 812 089 A (LUCENT TECHNOLOGIE 10 décembre 1997 (1997-12-10) abrégé	S INC)	1-4,9-12					
Y	colonne 2, ligne 9 -colonne 3, lig	ne 33	5–8					
Y	WO 00 11850 A (GEOWORKS CORP) 2 mars 2000 (2000-03-02) abrégé		5-8					
A	US 5 504 837 A (VELTHUIJSEN HUGO 2 avril 1996 (1996-04-02) abrégé	ET AL)	1–12					
А	US 5 867 498 A (GILLMAN RICAHRD JA AL) 2 février 1999 (1999-02-02) abrégé 	MES ET	1-12					
Voir	la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents	X Les documents de familles de br	evets sont indiqués en annexe					
 Catégories spéciales de documents cités: 'A' document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent 'E' document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou la téchnique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention 'X' document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément publié aurait a une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens 'P' document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité et n'appartenenant pas à fétat de la date de priorité et n'appartenenant pas à fétat de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention "X' document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document et associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier 'Y' document qui fait partie de la même famille de brevets 								
Date à laqu	elle la recherche internationale a été effectivement achevée	Date d'expédition du présent rapport	de recherche internationale					
	mai 2002	16/05/2002						
Nom et adre	esse postale de l'administration chargée de la recherche internationale Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2 NL – 2280 HV Rijswijk Tel. (+31–70) 340–2040, Tx. 31 651 epo nl,	Fonctionnaire autorisé Canosa Aresté, C						
I	Fax: (+31-70) 340-3016							

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

International Application No
PCT/FR 01/02452

Patent document cited in search report	:	Publication date		Patent family member(s)	Publication date
EP 0812089		10-12-1997	US	5802058 A	01-09-1998
			AU	714600 B2	06-01-2000
			AU	2366497 A	11-12-1997
			CA	2200120 A1	03-12-1997
			EP	0812089 A2	10-12-1997
			JP	10093638 A	10-04-1998
WO 0011850	Α	02-03-2000	AU	5682199 A	14-03-2000
			EP	1106007 A1	13-06-2001
			WO	0011850 A1	02-03-2000
US 5504837	Α	02-04-1996	AT	155307 T	15-07-1997
			ΑU	681150 B2	21-08-1997
			ΑU	6796994 A	12-12-1994
			DE	69404146 D1	14-08-1997
			DE	69404146 T2	29-01-1998
			DK	698331 T3	26-01-1998
			WO	9427411 A1	24-11-1994
			EP	0698331 A1	28-02-1996
			ES	2106542 T3	01-11-1997
			FΙ	955404 A	09-11-1995
			GR	3024954 T3	30-01-1998
			JP	8510369 T	29-10-1996
			NO 	954493 A 	09-01-1996
US 5867498	Α	02-02-1999	AU	687247 B2	19-02-1998
			AU	3480895 A	29-03-1996
			CA	2199512 A1	21-03-1996
			CN	1158198 A	27-08-1997
			DE	69516155 D1	11-05-2000
			DE	69516155 T2	16-11-2000
			EP	0781484 A1	02-07-1997
			ES	2145294 T3	01-07-2000
			FI	970932 A	05-03-1997
			WO	9608909 A1	21-03-1996
	• -		JP	10505972 T	09-06-1998
			NZ	292597 A	26-06-1998



春

2



RAPPORT DE RECHERCHE PRÉLIMINAIRE

N° d'enregistrement national

FA 591235 FR 0010087

établi sur la base des dernières revendications déposées avant le commencement de la recherche

_	INDUSTRIELLE	- DTILIELITA	I	Classement attained
	JMENTS CONSIDÉRÉS COMME P Citation du document avec indication, en cas de t		Revendication(s) concernée(s)	Classement attribué à l'invention par l'INPI
atégorie	des parties pertinentes			
(EP 0 812 089 A (LUCENT TECHNO 10 décembre 1997 (1997-12-10) * abrégé *		1-4,9-12	H04L12/16 H04Q7/22
,	* colonne 2, ligne 9 - colonn *	ne 3, ligne 33	5-8	
,	WO 00 11850 A (GEOWORKS CORP) 2 mars 2000 (2000-03-02) * abrégé *		5-8	
1	US 5 504 837 A (VELTHUIJSEN H 2 avril 1996 (1996-04-02) * abrégé *	HUGO ET AL)	1-12	
4	US 5 867 498 A (GILLMAN RICAH AL) 2 février 1999 (1999-02-0 * abrégé *		1-12	
				DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHÉS (Int.CL.7)
				H04L
		-	1	
	See attached translation sheet			
	ligne = line			
	revendications - claims			
	colonne = column abrege = summary/abstract			
	sarrage summing, assirace			
	Date d'aché	evement de la recherche		Examinateur
		ovement de la recherche 10ût 2001	Can	Examinateur Osa Aresté, C
		noût 2001 T : théorie ou princip	e à la base de l'i	osa Aresté, C
X : part Y : part autr	9 a	T: théorie ou princip E: document de bre	e à la base de l'invet bénéficiant d' ot et qui n'a été pu une date postérie ande	osa Aresté, C nvention une date antérieure ublié qu'à cette date

La présente annexe indique les membres de la famille de brevets relatifs aux documents brevets cités dans le rapport de recherche préliminaire visé ci-dessus.

Les dits membres sont contenus au fichier informatique de l'Office européen des brevets à la date d09-08-2001Les renseignements fournis sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas la responsabilité de l'Office européen des brevets, ni de l'Administration française

Document brevet cité au rapport de recherche	Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
EP 0812089 A	10-12-1997	US 5802058 A AU 714600 B AU 2366497 A CA 2200120 A JP 10093638 A	01-09-1998 06-01-2000 11-12-1997 03-12-1997 10-04-1998
WO 0011850 A	02-03-2000	AU 5682199 A EP 1106007 A	14-03-2000 13-06-2001
US 5504837 A	02-04-1996	AT 155307 T AU 681150 B AU 6796994 A DE 69404146 D DE 69404146 T DK 698331 T WO 9427411 A EP 0698331 A ES 2106542 T FI 955404 A GR 3024954 T JP 8510369 T NO 954493 A	15-07-1997 21-08-1997 12-12-1994 14-08-1997 29-01-1998 26-01-1998 24-11-1994 28-02-1996 01-11-1997 09-11-1995 30-01-1998 29-10-1996 09-01-1996
US 5867498 A	02-02-1999	AU 687247 B AU 3480895 A CA 2199512 A CN 1158198 A DE 69516155 D DE 69516155 T EP 0781484 A ES 2145294 T FI 970932 A WO 9608909 A JP 10505972 T NZ 292597 A	19-02-1998 29-03-1996 21-03-1996 27-08-1997 11-05-2000 16-11-2000 02-07-1997 01-07-2000 05-03-1997 21-03-1996 09-06-1998 26-06-1998





REQUÊTE

Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets.

Demande internationale 1/FR	•
LG 07 01 Date du dépôt international	2 6 JUIL. 2001
INSTITUT MATE PROPRIETE IN PROP	JUSTRIELLE

Référence du dossier du déposant ou du mandataire (facultatif) (12 caractères au maximum) 1031245VCNAD

	1031245 (CNAD					
Cadre n° 1 TITRE DE L'INVENTION PROCEDE DE MISE EN COMMUNICATION EN ACCORD AVEC UN ENSEMBLE PREDETERMINE DE CARACTERISTIQUES ET/OU DE SERVICES REQUIS ET RESEAU CORRESPONDANT						
Cadre nº II DÉPOSANT Cette personne est aussi inventeur						
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.)	nº de téléphone 01 40 67 63 00					
ALCATEL	nº de télécopieur					
54, rue La Boétie	01 40 67 64 84					
75008 PARIS FRANCE	n° de téléimprimeur					
PHANCE	n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office					
Nationalité (nom de l'État) : Domicile (nom de l'É	itat) :					
FR FR						
Cette personne est déposant pour : tous les États désignés sauf les États désignés seuleme les États désignés seuleme	Unis d'Amérique les États indiqués dans le cadre supplémentaire					
Cadre nº III AUTRE(S) DÉPOSANT(S) OU (AUTRE(S)) INVENTEUR(S)						
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.)	Cette personne est : déposant seulement					
MARCE Olivier	déposant et inventeur					
17, Avenue Nationale	inventeur seulement (Si cette case					
91300 MASSY,	est cochée, ne pas remplir la suite.)					
FRANCE	n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office					
Nationalité (nom de l'État) : Domicile (nom de l'État) FR	at) :					
Cette personne est déposant pour : tous les États tous les États designés les États désignés les États-Unis d'Amérique les États-Unis d'Amérique	-Unis d'Amérique les États indiqués dans it le cadre supplémentaire					
D'autres déposants ou inventeurs sont indiqués sur une feuille annexe.						
Cadre nº IV MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE	POUR LA CORRESPONDANCE					
La personne dont l'identité est donnée ci-dessous est/a été désignée pour agir au nom du ou des déposants auprès des autorités internationales compétentes, comme:	mandataire représentant commun					
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)	n° de téléphone 01 40 67 64 26					
CHAFFRAIX Sylvain	nº de télécopieur					
Compagnie Financière Alcatel	01 40 67 63 23					
DPI	nº de téléimprimeur					
30, Avenue Kléber						
75116 PARIS FRANCE	nº sous lequel le mandataire est inscrit auprès de l'office					
Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandataire ni repr	résentant commun n'est/n'a été désigné et que					

Feuille n°

Ca	dre	n° V DÉSIGNATIO	;	C	Cocher les cases appropriées; une		ins o	doit être cochée.
Le	Les désignations suivantes sont faites conformément à la régle 4.9.a) :							
Br	evet	régional						
	AP Brevet ARIPO: GH Ghana, GM Gambie, KE Kenya, LS Lesotho, MW Malawi, MZ Mozambique, SD Soudan, SL Sierra Leone, SZ Swaziland, TZ République-Unie de Tanzanie, UG Ouganda, ZW Zimbabwe et tout autre État qui est un État contractant du Protocole de Harare et du PCT							
	EA	Brevet eurasien : AM Arménie, AZ Azerbaïdjan, BY Bélarus, KG Kirghizistan, KZ Kazakhstan, MD République de Moldova, RU Fédération de Russie, TJ Tadjikistan, TM Turkménistan et tout autre État qui est un État contractant de la Convention sur le brevet eurasien et du PCT						
	Brevet européen: AT Autriche, BE Belgique, CH & LI Suisse et Liechtenstein, CY Chypre, DE Allemagne, DK Danemark, ES Espagne, FI Finlande, FR France, GB Royaume-Uni, GR Grèce, IE Irlande, IT Italie, LU Luxembourg, MC Monaco, NL Pays-Bas, PT Portugal, SE Suède, TR Turquie et tout autre État qui est un État contractant de la Convention sur le brevet européen et du PCT							
	OA		ée-B e l'O	issau API	ı, ML Mali, MR Mauritanie, NE Nig et un État contractant du PCT <i>(si un</i> c	ger, e au	SN S tre for	énégal, TD Tchad, TG Togo et tout rme de protection ou de traitement est
Br	evet	national (si une autre forme de prote	ctior	oua	le traitement est souhaitée, le préciser	sur i	la ligi	ne pointillée):
	AE	Émirats arabes unis		GH	Ghana		MW	Malawi
				GM	Gambie		MX	Mexique
		Albanie						
		Arménie						-
		Autriche						Nouvelle-Zélande
	ΑU	Australie						
					Inde		PT	Portugal
		Bosnie-Herzégovine		IS	Islande		RO	Roumanie
					•			Fédération de Russie
		Bulgarie						
		Brésil						
		Bélarus		KP	République populaire démocra-			Singapour
	ΒZ	Belize			tique de Corée			Slovénie
=								Slovaquie
		& LI Suisse et Liechtenstein	_			=		Sierra Leone
		Chine						Tadjikistan
					Sainte-Lucie			Turkménistan
	CR	Costa Rica	님	LK	Sri Lanka			Turquie
		Cuba						Trinité-et-Tobago
		République tchèque						République-Unie de Tanzanie
		Allemagne						Ukraine
		Danemark			_			Ouganda
		•	_		Lettonie	X		États-Unis d'Amérique
		Algérie						Ouzbékistan
	EE	Estonie	Ц		Republique de Moldova	_		Viet Nam
		Finlande						Yougoslavie
_					*	_		Afrique du Sud
		Grenade	ш	IVIK	Ex-République yougoslave de Macédoine			Zimbabwe
		Géorgie	\Box	MN		_		
_		s ci-dessous sont réservées à la désigna	_		•	_	-	-

Déclaration concernant les désignations de précaution : outre les désignations faites ci-dessus, le déposant fait aussi conformément à la règle 4.9.b) toutes les désignations qui seraient autorisées en vertu du PCT, à l'exception de toute désignation indiquée dans le cadre supplémentaire comme étant exclue de la portée de cette déclaration. Le déposant déclare que ces désignations additionnelles sont faites sous réserve de confirmation et que toute désignation qui n'est pas confirmée avant l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de priorité doit être considérée comme retirée par le déposant à l'expiration de ce délai. (La confirmation (y compris les taxes) doit parvenir à l'office récepteur dans le délai de 15 mois.)

Cadre supplémentaire

Si le

supplémentaire n'est pas utilisé, cette feuille ne

as être incluse dans la requête.

- Si l'un des cadres du présent formulaire à l'exception des cadres nºº VIII.i) à v) pour lesquels une feuille annexe spéciale est prévue – ne suffit pas à contenir tous les renseignements : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº..." (préciser le numéro du cadre) et fournir les renseignements conformément aux instructions données dans le cadre dans lequel la place était insuffisante; en particulier :
 - si plus de deux personnes doivent ête indiquées comme déposants ou inventeurs et que l'on ne dispose d'aucune "feuille annexe" : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº III" et fournir pour chaque personne supplémentaire le même type de renseignements que ceux qui sont demandés dans le cadre nº III. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous;
- si, dans le cadre n° II ou dans l'un des sous-cadres du cadre n° III, la case "les États indiqués dans le cadre supplémentaire" est cochée : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre n° III" ou "Suite du cadre n° III" ou "Suite des cadres n°s II et III" (selon le cas), ainsi que le nom du ou des dénosants en cause et à côté de chaque nom le que les des déposants en cause et, à côté de chaque nom, le ou les Etats pour lesquels la personne mentionnée a la qualité de déposant (ou, le cas échéant, la mention "brevet ARIPO", "brevet eurasien", "brevet européen" ou "brevet OAPI");
- si, dans le cadre nº II ou dans l'un des sous-cadres du cadre nº III, l'inventeur ou l'inventeur/déposant n'a pas la qualité d'inventeur pour tous les États désignés ou pour les États-Unis d'Amérique : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº II" ou "Suite du cadre nº III" ou "Suite du cadre nº III" ou "Suite des cadres nº II et III" (selon le cas), ainsi que le nom du ou des inventeurs et, à côté de chaque nom, le ou les États pour lesquels la personne mentionnée a la qualité d'inventeur (ou, le cas échéant, la mention "brevet ARIPO", "brevet eurasien", "brevet européen" ou "brevet OAPI");
- si, en plus du ou des mandataires indiqués dans le cadre nº IV, il y a d'autres mandataires : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº IV" et fournir pour chaque mandataire supplémentaire le même type de renseignements que ceux qui sont demandés dans le cadre nº IV;
- si, dans le cadre n° V, le nom d'un État (ou de l'OAPI) est EL MANOUNI Josiane assorti de la mention "brevet d'addition" ou "certificat FOURNIER Michel d'addition" ou si, dans le cadre n° V le nom des États-Unis HEDARCHET Stéphan d'Amérique est assorti de la mention "continuation" ou "continuation-in-part": dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº V" ainsi que le nom de chaque État en cause (ou de l'OAPI) en précisant après chaque nom le numéro du titre principal ou de la demande principale ainsi que la date de délivrance du titre principal ou la date de dépôt de la demande principale;
- si, dans le cadre nº VI, la priorité de plus de cinq demandes antérieures est revendiquée : dans ce cas, indiquer "Suite du cadre nº VI" et fournir pour chaque demande antérieure supplémentaire le même type de renseignements que ceux qui sont demandés dans le cadre nº VI.
- Si, en ce qui concerne la déclaration concernant les désignations de précaution contenue dans le cadre nº V, le DPI déposant souhaite exclure un ou plusieurs États de la portée de cette déclaration : dans ce cas, indiquer "Désignations exclues de la portée de la déclaration concernant les désignations de précaution" et fournir le nom ou le code à france deux lettres de chaque État concerné.

Suite du cadre IV : Mandataires

KHAIRALLAH Murielle CHAFFRAIX Sylvain HEDARCHET Stéphane **HUMBERT Marie-Anne** LAMOUREUX Bernard LAROCHE Danièle LE FLOCH Claire MENAGER Sophie SCIAUX Edmond **SMITH Bradford** VIGAND Privat

Tous domiciliés: Compagnie Financière Alcatel

		4			
Feuille :	no				

Cadre nº VI	Cadre nº VI REVENDICA DE PRIORITÉ							
La priorité de la	ou des dema	andes antérieures suivantes es	t revendiquée :					
Date de d		Numéro	Lorsque la demande antérieure est une :					
	de la demande antérieure (jour/mois/année)		demande nationale : pays	demande régionale :* office régional	demande internationale : office récepteur			
point 1) 31 Juillet 2 (31 07	000 00)	00 10 087	FR					
point 2)								
point 3)								
point 4)								
point 5)								
☐ D'autres re	vendications	de priorité sont indiquées da	ns le cadre supplémentaire					
L'office récepte antérieures (seul récepteur) indiqu	lementsi la dei	e préparer et de transmettre au mande antérieure a été déposée s sous :	Bureau international une auprès de l'office qui, aux fi	copie certifiée conform ins de la présente demande	te de la ou des demandes einternationale, est l'office			
tous les points	point 1	. , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	point 3) poin	t 4)	autre, voir le cadre supplémentaire			
* Si la demande propriété indust (règle 4.10.b)ii))	antérieure es rielle ou un	st une demande ARIPO, indiqu membre de l'Organisation m	uer au moins un pays partie ondiale du commerce pou	e à la Convention de Par ur lequel cette demande	is pour la protection de la antérieure a été déposée			
Cadre nº VII	ADMINIS	TRATION CHARGÉE DE	LA RECHERCHE INTE	ERNATIONALE				
sont compétentes j	nour procéder	argée de la recherche interna à la recherche internationale, in	ndiquer l'administration choi	sie; le code à deux lettres _l	e la recherche internationale peut être utilisé) :			
ISA / .EP								
Demande d'utili effectuée par l'ad Date (jour/mois/	lministration	ésultats d'une recherche an chargée de la recherche intern	nationale ou demandée à ce	ette dernière) :	echerche antérieure a été			
31 Juillet 200		Numéro 00 10 087	FR	ou office régional)				
Cadre nº VIII	DÉCLARA	TIONS						
		gurent dans les cadres n° VIII <i>uer dans la colonne de droite l</i> a			Nombre de déclarations			
cadre n° \	/III.i)	déclaration relative à l'ident	ité de l'inventeur	:				
cadre n° \	/III.ii)	déclaration relative au droit de demander et d'obtenir un		dépôt international, :				
cadre n° \	/III.iii)	déclaration relative au droit de revendiquer la priorité d'		dépôt international, :				
cadre n° \	/III.iv)	déclaration relative à la qual désignation des États-Unis d		t aux fins de la :				
cadre n° VIII.v) déclaration relative à des divulgations non opposables ou à des exceptions au défaut de nouveauté :								



PCT/FR 01/02452

Cadre n° VIII.iv) DÉCLARA (seulement

N : QUALITÉ D'INVENTEUR

ns de la désignation des États-Unis d'Amérique

La déclaration doit être conforme au libellé standard suivant prévu à l'instruction 214; voir les notes relatives aux cadres nºs VIII, VIII.i) à v) (généralités) et les notes spécifiques au cadre n° VIII. iv). Si ce cadre n'est pas utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.

Déclaration relative à la qualité d'inventeur (règles 4.17.iv) et 51 bis.1.a)iv))

aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique : Par la présente, je déclare que je crois être le premier inventeur original et unique (si un seul inventeur est mentionné ci-dessous) ou l'un des premiers coïnventeurs (si plusieurs inventeurs sont mentionnés ci-dessous) de l'objet revendiqué pour lequel un brevet est La présente déclaration a trait à la demande internationale dont elle fait partie (si la déclaration est déposée avec la demande). La présente déclaration a trait à la demande internationale n° PCT/......(si la déclaration est remise en vertu de la règle 26ter). Par la présente, je déclare que mon domicile, mon adresse postale et ma nationalité sont tels qu'indiqués près de mon nom. Par la présente, je déclare avoir passé en revue et comprendre le contenu de la demande internationale à laquelle il est fait référence ci-dessus, y compris les revendications de ladite demande. J'ai indiqué dans la requête de ladite demande, conformément à la règle 4.10 du PCT, toute revendication de priorité d'une demande étrangère et j'ai identifié ci-dessous, sous l'intitulé "Demandes antérieures", au moyen du numéro de demande, du pays ou du membre de l'Organisation mondiale du commerce, du jour, du mois et de l'année du dépôt, toute demande de brevet ou de certificat d'auteur d'invention déposée dans un pays autre que les États-Unis d'Amérique, y compris toute demande internationale selon le PCT désignant au moins un pays autre que les États-Unis d'Amérique, dont la date de dépôt est antérieure à celle de la demande étrangère dont la priorité est revendiquée. Par la présente, je reconnais l'obligation qui m'est faite de divulguer les renseignements dont j'ai connaissance et qui sont pertinents quant à la brevetabilité de l'invention, tels qu'ils sont définis dans le Titre 37, § 1.56, du Code fédéral des réglementations, y compris, en ce qui concerne les demandes de continuation-in-part les renseignements pertinents qui sont devenus accessibles entre la date de dépôt de la demande antérieure et la date du dépôt international de la demande de continuation-in-part. Je déclare par la présente que toute déclaration ci-incluse est, à ma connaissance, véridique et que toute déclaration formulée à partir de renseignements ou de suppositions est tenue pour véridique; et de plus, que toutes ces déclarations ont été formulées en sachant que toute fausse déclaration volontaire ou son équivalent est passible d'une amende ou d'une incarcération, ou des deux, en vertu de la Section 1001 du Titre 18 du Code des États-Unis, et que de telles déclarations volontairement fausses risquent de compromettre la validité de la demande de brevet ou du brevet délivré à partir de celle-ci. Nom: MARCE Olivier Domicile: FR..... (ville et État (des États-Unis d'Amérique), le cas échéant, ou pays) Adresse postale 17, Avenue Nationale 91300 MASSY. FRANCE · · · · · Date: 06/08/2001 (de la signature qui ne figure pas dans la requête, ou de la de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26ter après le déclaration qui a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en dépôt de la demande internationale. La signature doit être celle de vertu de la règle 26 ter après le dépôt de la demande internationale) l'inventeur, il ne peut s'agir de celle du mandataire) (ville et État (des États-Unis d'Amérique), le cas échéant, ou pays) Date:....... (si elle ne figure pas dans la requête, ou si la déclaration a fait l'objet (de la signature qui ne figure pas dans la requête, ou de la de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26 ter après le déclaration qui a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en dépôt de la demande internationale. La signature doit être celle de vertu de la règle 26 ter après le dépôt de la demande internationale) l'inventeur, il ne peut s'agir de celle du mandataire)

Cette déclaration continue sur la feuille suivante, "Suite du cadre nº VIII.iv)".

Cadre nº IX BORDEREAU NGUE DE D	ÉPÔT	
La présente demande internationale contient : a) le nombre de feuilles suivant sous forme papier :	Le ou les éléments suivants sont joints à la présente dem internationale (cocher la ou les cases appropriées et indiq dans la colonne de droite le nombre de chaque élément)	
requête (y compris la ou les 6)	1. feuille de calcul des taxes	:
feuilles pour déclaration) description (à l'exception de	2. pouvoir distinct original	:
la partie réservée au listage 9	3. original du pouvoir général	:
des séquences) : revendications : 4	4. A copie du pouvoir général: le cas échéant, numé référence: 9222	
abrégé :1	5. explication de l'absence d'une signature	:
dessins :1	6. document(s) de priorité indiqué(s) dans le cadre	nº VI
Sous-total de feuilles (21) 2 0	au(x) point(s):	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
au listage des séquences (nombre réel de feuilles si cette partie est	(langue):	:
déposée sous forme papier, qu'elle soit ou non également	8. indications séparées concernant des micro- organismes ou autre matériel biologique déposés	:
déposée sous forme déchiffrable par ordinateur; voir b) ci-après):	9. Isstage des séquences sous forme déchiffrable par ordinateur (indiquer aussi le type et le nombre de	
Nombre total de feuilles : [[] 20	supports (disquette, CD-ROM, CD-R ou autre)) i) copie remise aux fins de la recherche internati	anala
b) partie de la description réservée au listage des séquences déposée sous forme déchiffrable par ordinateur	en vertu de la règle 13 <i>ter</i> seulement (et non er que partie de la demande internationale)	i tant :
i) seulement (en vertu de l'instruction 801.a)i))	ii) 🔲 (seulement lorsque la case b)i) ou b)ii) de la c	
·ii) 🔲 et également sous forme papier (en vertu de l'instruction 801.a)ii))	de gauche est cochée) exemplaires supplémer y compris, le cas échéant, copie remise aux fir la recherche internationale en vertu de la règle	ns de
Type et nombre de supports (disquette, CD-ROM, CD-R ou autre) sur lesquels figure la partie	iii) 🔲 avec la déclaration pertinente quant à l'identit	
réservée au listage des séquences (exemplaires supplémentaires à indiquer au point 9.ii), dans la	entre la copie – ou les exemplaires supplémen et la partie réservée au listage des séquences	taires –
colonne de droite) :	mentionnée dans la colonne de gauche	:
	10. autres éléments (préciser) : Rapport de reche	erche :
Figure des dessins qui doit accompagner l'abrégé :	Langue de dépôt de la FR demande internationale :	
Cadre n° X SIGNATURE DU DÉPOSANT, DU	MANDATAIRE OU DU REPRÉSENTANT COMMUI	N
À côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire e	et à quel titre l'intéressé signe (si cela n'apparaît pas clairement à	la lecture de la requête).
	/////	
9		
CH	AFFRAIX Sylvain	
Citi		
	D. A. H. France	<u> Д</u>
Date effective de réception des pièces supposées constituer la demande internationale :	26 JUIL. 2001 (86(57)61)	2. Dessins:
3. Date effective de réception, rectifiée en raison de		reçus :
ultérieure, mais dans les délais, de documents ou complétant ce qui est supposé constituer la deman	de dessins	
4. Date de réception, dans les délais, des corrections demandées selon l'article 11.2) du PCT :		non reçus :
5. Administration chargée de la recherche internation (si plusieurs sont compétentes) : ISA /	Transmission de la copie de recherche différée jusqu'au paiement de la taxe de recherche	
Ré	servé au Bureau international	
Date de réception de l'exemplaire original par le Bureau international :	SEPTEMBRE 2001 O	3. 09. 0 1

PROCEDE DE MISE EN COMMUNICATION EN ACCORD AVEC UN ENSEMBLE PREDETERMINE DE CARACTERISTIQUES ET/OU DE SERVICES REQUIS ET RESEAU CORRESPONDANT

La présente invention concerne le domaine des télécommunications, plus particulièrement les communications élaborées associées à la fourniture de services, et a pour objet un procédé de mise en communication en accord avec des caractéristiques et/ou des sources prédéfinies et un réseau pour la mise en œuvre de ce procédé.

Le but de la présente invention est de fournir aux utilisateurs des communications présentant des propriétés optimales, en fonction des ressources disponibles et des souhaits ou préférences de l'utilisateur concerné.

Il existe déjà des solutions pour établir une communication comportant une adaptation dynamique de certaines de ses propriétés. Tel est notamment le cas avec les protocoles connus sous les désignations H323 et SIP qui comprennent la description (H245, SDP) du support de transmission requis afin de permettre aux parties concernées de faire part de leur accord.

D'autres solutions connues permettent d'aboutir à un accord en ce qui concerne certaines propriétés de la couche de transport du lien de communication, tel que par exemple la qualité du service ou de la transmission.

Ces solutions existantes proposent d'impliquer les différentes parties dans le choix d'une unique propriété de la communication. Il en résulte que dans les solutions connues, les propriétés de la communication sont essentiellement conditionnées par les ressources disponibles et attribuées de manière rigide, sans négociation.

Il existe par conséquent un besoin pour une solution permettant d'adapter la communication à des requêtes multiples et de satisfaire des souhaits complexes en termes de services, ce afin de répondre au mieux aux préférences exprimées par les utilisateurs, de manière souple et rapide.

25

5

10

15

20



Pour satisfaire ce besoin, la présente invention propose un procédé de mise en communication en accord avec un ensemble prédéterminé de caractéristiques et/ou de services l'intermédiaire d'un réseau, éventuellement composite et multicomposants, caractérisé en ce qu'il consiste à diviser ledit réseau en plusieurs domaines, une unité négociatrice étant associée à chaque domaine, à adresser à au moins une unité négociatrice une requête de mise en communication et un ensemble de paramètres définissant les caractéristiques et/ou services associés à la communication à établir, et, à établir, le cas échéant, ladite communication après détermination des ressources disponibles adaptées dans les différents domaines concernés et sélection des ressources permettant de répondre du mieux possible audit ensemble caractéristiques et/ou services.

L'invention а également pour objet de communication composé, permettant la mise en communication, en accord avec un ensemble prédéfini de caractéristiques et/ou de services requis par l'émetteur de la requête de mise en communication, caractérisé en ce que ledit réseau composé est formé de plusieurs domaines auxquels sont associés, pour chacun, une unité négociatrice correspondante, cette dernière pouvant communiquer, d'une part, avec les différentes ressources de communication et de services faisant partie ou reliées au domaine de l'unité et, d'autre part, avec les unités négociatrices des autres domaines formant ledit réseau composé, lesdits domaines étant interconnectés entre eux par l'intermédiaire d'interfaces adaptées.

25

30

35

5

10

15

20

L'idée à la base de la présente invention repose sur la proposition d'une méthode d'établissement de communication et d'une architecture cellulaire de réseau composite autorisant une négociation de toutes les ressources impliquées dans une négociation, en tenant compte à la fois de la disponibilité desdites ressources et des souhaits ou préférences de l'utilisateur.

L'invention sera mieux comprise, grâce à la description ciaprès, qui se rapporte à un mode de réalisation préféré, donné à titre d'exemple non limitatif, et expliqué avec référence aux dessins schématiques annexés, dans lesquels :



la figure 1 est un schéma synoptique montrant l'établissement d'une communication impliquant les ressources de plusieurs domaines faisant partie du réseau composé selon l'invention, et,

la figure 2 est un schéma synoptique montrant l'établissement d'une communication à l'intérieur d'un domaine donné avec changement de terminal de communication.

5

10

15

20

25

30

35

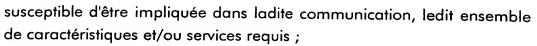
La présente invention concerne un procédé de mise en communication en accord avec un ensemble prédéterminé de caractéristiques et/ou de services requis, par l'intermédiaire d'un réseau, éventuellement composite et multicomposants.

Conformément à l'invention, ledit réseau est divisé en plusieurs domaines D1 à DM, à chacun desquels est associé une unité négociatrice Ni, et la procédure d'établissement d'une communication consiste, tout d'abord à adresser à au moins une unité négociatrice Ni une requête de mise en communication et un ensemble de paramètres définissant les caractéristiques et/ou services associés à la communication à établir, et, à établir, le cas échéant, ladite communication après détermination des ressources Ri disponibles adaptées dans les différents domaines Di concernés et sélection des ressources Ri permettant de répondre du mieux possible audit ensemble de caractéristiques et/ou services.

Comme le montrent à titre d'exemples illustratifs les figures 1 et 2 des dessins annexés, chaque unité négociatrice Ni est en relation, d'une part, avec les différentes ressources Ri et les différents prestataires de services du domaine Di considéré, connectés directement ou indirectement audit réseau ou faisant partie de ce dernier et, d'autre part, avec les unités négociatrices N1 à Ni - 1 et Ni + 1 à NM des autres domaines D1 à Di - 1 et Di + 1 à DM, chaque unité négociatrice Ni évaluant, sélectionnant et réservant, après accord, les ressources Ri et/ou prestataires disponibles dans le domaine Di qui lui est associé et permettant de contribuer de façon optimale à l'établissement de la communication envisagée.

Selon un mode de réalisation préférentiel de l'invention, le procédé de mise en communication pourra consister plus précisément :

- à transmettre à l'unité négociatrice Ni de chaque domaine Di situé le long de la ou d'une possible voie de transmission pour la communication à établir, ou dont au moins une ressource Ri est



 à déterminer, par l'intermédiaire desdites unités négociatrices Ni et dans chacun des domaines précités, les ressources Ri disponibles susceptibles de contribuer à l'établissement et à la réalisation de ladite communication en accord, total ou partiel, avec l'ensemble de caractéristiques et/ou services requis;

5

15

20

25

30

- à collecter et à évaluer les informations fournies par les unités négociatrices Ni sollicitées, et,
- à établir la communication en fonction des résultats de ladite évaluation et après réservation des ressources Ri adaptées dans les domaines Di concernés.

L'ensemble de caractéristiques et/ou services requis pour la communication est fixé par l'utilisateur U1 qui est à l'initiative de cette dernière et la demande de mise en communication et les requêtes associées à celle-ci sont adressées à l'unité négociatrice Ni du domaine Di dans lequel l'utilisateur a émis la demande et les requêtes associées, qui les retransmet, après analyse, aux unités négociatrices Ni susceptibles d'être concernées.

Les demandes de l'utilisateur U1 pourront être transmises à l'unité négociatrice Ni directement ou par l'agent de transmission dudit utilisateur.

L'unité négociatrice Ni sollicitée par l'utilisateur U1 est en charge de la négociation et de la réservation des ressources Ri nécessaires à l'établissement de la communication avec l'utilisateur U2 demandé et les propriétés requises, notamment le support de communication et la nature et la qualité de la communication.

Ladite unité négociatrice Ni tentera de satisfaire la requête de l'utilisateur prioritairement avec les seules ressources du domaine Di qui lui est associé.

En l'absence de ressources adéquates dans le domaine Di qui lui est attribué, l'unité négociatrice Ni saisie par l'utilisateur s'adressera à des unités Ni d'autres domaines Di.

A titre d'exemples, les ressources Ri disponibles dans les différents domaines Di pourront être choisis dans le groupe formé par les ressources de réseau(x) de transmission (pour le transport des données



entre les parties connectées), les ressources de calcul et de traitement de données, les ressources de connexion, les ressources de protocoles de communication, les ressources de restitution de données et d'informations, les ressources de bases de données ou ressources de stockages d'informations analogues, les ressources d'interfaçage et les autres ressources Ri dépendant de chacune des unités négociatrices Ni considérées.

5

10

15

20

25

30

35

Les ressources de calcul et de traitement comprendront notamment celles utilisées plus spécifiquement dans les communications, à savoir pour le contrôle d'appels, la traduction de standards ou de protocoles, l'encodage, le décodage ou le transcodage.

Les ressources de connexion et de restitution pourront comprendre les différentes interfaces de communication homme/machine, la formulation de la requête de mise en communication pouvant éventuellement être émise par une première interface et l'établissement de la communication être réalisée par le biais d'une seconde interface, différente de la première et identifiée dans le cadre de la requête initiale.

Les ressources de données pourront comprendre les bases de données d'informations générales ou spécialisées, les bases de données d'adresses ou de recherches d'adresses ou analogues, dont la disponibilité et le prix pourront être négociés avec le prestataire de services correspondant.

Les ressources de protocoles à utiliser comprenant notamment l'encodage en fonction du support de transmission ainsi que les protocoles de signalisation et de contrôle, pourront être définies entre les différents domaines et systèmes impliqués dans la communication.

Les caractéristiques des communications à établir pourront être choisies dans le groupe formé par le ou les destinataire(s) U2, la nature et la qualité de la communication, la durée de cette dernière, le moment d'établissement en cas de mise en communication différée, le coût maximum par unité de temps ou analogues.

Pour faciliter et accélérer les négociations, ainsi que permettre aux unités négociatrices Ni d'aboutir plus aisément à des compromis satisfaisant au mieux les souhaits de l'utilisateur, il peut être prévu de pondérer, en termes d'importance ou de préférence, les différents paramètres formant l'ensemble de caractéristiques et/ou de services requis.



L'unité négociatrice Ni chargée par l'utilisateur Ui de l'établissement de la communication sera normalement habilitée à réserver les moyens et services nécessaires pour répondre du mieux possible à la requête initiale et à choisir la solution se rapprochant le plus de ladite requête. Pour ce faire, lesdites unités négociatrices Ni comporteront des moyens d'aide à la décision ou analogues.

5

10

Pendant le déroulement des négociations en vue de l'établissement de la communication, l'unité négociatrice initiatrice pourra être sollicitée pour analyser et, le cas échéant, valider de multiples propositions formulées par des prestataires de services et des unités négociatrices d'autres domaines. Cette validation pourra, le cas échéant, également être de la responsabilité de l'agent agissant pour le compte de l'utilisateur ayant émis la demande.

Il peut également être prévu, en variante, qu'en cas d'absence de possibilité de satisfaction optimale des caractéristiques et/ou services demandés par l'utilisateur U1 ayant émis la requête de mise en communication, l'unité négociatrice Ni du domaine dans lequel ou par lequel ledit utilisateur U1 est connecté au réseau, soumette audit utilisateur, pour sélection et accord, une ou plusieurs possibilité(s) de mise en communication répondant de manière approchante à l'ensemble de caractéristiques et/ou services initialement requis, ce éventuellement avant réservation des ressources Ri concernées ou avant confirmation de ladite réservation auprès des unités négociatrices Ni, ressources Ri ou prestataires concernés.

Après achèvement des négociations, la communication peut être établie sur la base des ressources et des propriétés pour lesquelles les différentes parties ont donné leur accord.

La présente invention a également pour objet un réseau de communication composé, permettant la mise en communication, en accord avec un ensemble prédéfini de caractéristiques et/ou de services requis par un utilisateur U1 ou l'émetteur de la requête de mise en communication, caractérisé en ce que ledit réseau composé est formé de plusieurs domaines D1 à DM auxquels sont associés, pour chacun, une unité négociatrice Ni correspondante, cette dernière pouvant communiquer, d'une part, avec les différentes ressources Ri de communication et de



- 7 -

services faisant partie ou reliées au domaine Di de l'unité Ni et, d'autre part, avec les unités négociatrices N1 à Ni - 1 et Ni + 1 à NM des autres domaines D1 à Di - 1 et Di + 1 à DM formant ledit réseau composé, lesdits domaines Di étant interconnectés entre eux par l'intermédiaire d'interfaces adaptées.

La mise en communication d'un utilisateur U1 pourra s'effectuer, par exemple, avec un ou plusieurs autres utilisateurs U2, U3 et/ou avec un ou plusieurs prestataires de services.

Selon un mode de réalisation avantageux de l'invention, chaque domaine Di constitue une entité structurellement et/ou logiquement unitaire, telle que par exemple un réseau homogène et les prestataires de services connectés à ce dernier, l'unité négociatrice Ni associée étant formée par le ou faisant partie du serveur, ou une unité informatique gestionnaire similaire, contrôlant ou pilotant ladite entité.

Préférentiellement, ledit réseau composé est constitué par le réseau Internet et met en œuvre le procédé de mise en communication évoqué ci-dessus, sur toute requête d'un utilisateur U1 de l'un quelconque de ses domaines Di constitutifs, en vue de sa mise en communication avec le ou les destinataire(s) U2 souhaité(s) et/ou de la fourniture du ou des services demandé(s).

L'invention inclut également un terminal de communication, mobile ou non, faisant partie du réseau précité et adapté pour la mise en œuvre du procédé décrit précédemment.

25

30

20

5

L'invention va à présent être décrite plus précisément en relation avec deux variantes d'applications pratiques, illustrées par les figures 1 et 2 des dessins annexés.

La figure 1 représente un schéma de négociations de ressources et d'établissement d'une communication, dans le cas où l'utilisateur U1 désire établir une communication avec l'utilisateur U2.

Tout d'abord l'utilisateur U1 envoie à l'unité négociatrice N1 de son domaine D1 une requête de mise en communication, ensemble avec les paramètres désirés.

35

L'unité négociatrice N1 essaie de satisfaire la demande de l'utilisateur et se met en contact avec une ressource de données R1 qui se trouve dans le même domaine et avec laquelle il passe un contrat.

5

10

15

20

25

30

35

-8-

Les ressources de calcul, de présentation et de protocole ne font pas l'objet de négociations puisqu'elles ont été fixées par l'utilisateur et qu'elles sont satisfaites. Dans le cas présent, l'utilisateur souhaite utiliser, comme interface de communication, l'appareil avec lequel il a initié la communication ainsi que le protocole supporté par ce dernier et les ressources de calcul fournies par celui-ci.

L'unité négociatrice N1 étant dans l'impossibilité de satisfaire les requêtes concernant les ressources de réseau et de transmission (l'appelé U2 étant situé dans un autre domaine), ainsi que celle concernant les ressources de services, il transmet les requêtes de l'utilisateur concernant ces points aux autres unités négociatrices Ni qui sont en contact avec lui.

L'unité négociatrice N2 ayant accès à un prestataire de services R2' pouvant fournir le service requis, l'unité négociatrice N1 opère une réservation de R2' par l'intermédiaire de N2.

Concernant les ressources de réseau, la réservation adéquate est réalisée par l'intermédiaire des unités négociatrices N3, N4 et N5, chacune d'elles utilisant les ressources de réseau de leurs domaines respectifs, ainsi qu'éventuellement les ressources d'interfaces adéquats R4 et R6.

Dans la procédure représentée, l'unité négociatrice N1 n'a pas réservé les ressources de services R5, équivalentes aux ressources de services R2' et proposées par l'unité négociatrice N4, l'offre transmise par l'unité négociatrice N2 ayant été jugée plus favorable (également réservation des ressources d'interfaces R2).

Après accord entre les différentes parties, la communication est établie avec les ressources réservées.

La figure 2 des dessins annexés illustre l'établissement de la communication lorsque l'utilisateur U1 appelle l'utilisateur U3 qui est situé dans le même domaine D1 que U1, ensemble avec les différentes ressources requises.

La requête de mise en communication, comprenant également les préférences exprimées par l'utilisateur U1, est adressée à l'unité négociatrice N1.

Tout d'abord, ladite unité négociatrice consulte un répertoire R1 pour déterminer de quelle manière l'utilisateur U3 peut être contacté. Ce



5

10

15

20

25

30

35

répertoire a été mis à jour lors de la connexion de l'utilisateur U3 et peut, par conséquent, fournir les données nécessaires pour le contacter.

- 9 -

L'unité négociatrice peut ensuite négocier les ressources de transmission R3 et R3' nécessaires pour l'établissement de la communication souhaitée.

Simultanément, l'unité négociatrice peut informer le fournisseur de ressources de connexion, d'interfaçage et de restitution R2 que l'utilisateur U3 utilise un ordinateur multimédia et, sur la base de cette information, une recherche et une phase de négociation sont entamées, permettant la localisation et la connexion de l'ordinateur portable de l'utilisateur U1.

En accord avec les préférences exprimées par l'utilisateur U1 ainsi que les règles et la stratégie de négociation fixées par ce dernier, la communication est établie entre les ordinateurs des deux utilisateurs U1 et U3.

Grâce à l'invention, il est donc possible de proposer un procédé de mise en communication et une architecture de réseau permettant d'ajuster au mieux les propriétés de la communication avec les préférences émises par l'utilisateur. Ce dernier n'est plus obligé d'utiliser uniquement certaines ressources fixes qui lui sont attribuées, puisque tous les paramètres de la communication sont fixés de manière dynamique dans le cadre d'une négociation et d'un accord optimale entre les requêtes de l'utilisateur et les ressources disponibles.

Les unités négociatrices ainsi que les prestataires de services et de ressources consistent préférentiellement en des systèmes distribués et pourraient être basés sur la structure dite CORBA. Les requêtes, offres ou propositions échangées entre les différentes parties impliquées (utilisateurs, unités négociatrices, ressources, prestataires de services...) pourront être avantageusement formulées en utilisant le langage XML pour faciliter leur description et leur interprétation automatique par des unités informatiques.

Bien entendu, l'invention n'est pas limitée au mode de réalisation décrit et représenté aux dessins annexés. Des modifications restent possibles, notamment du point de vue de la constitution des divers éléments ou par substitution d'équivalents techniques, sans sortir pour autant du domaine de protection de l'invention.



REVENDICATIONS

- Procédé de mise en communication en accord avec un ensemble prédéterminé de caractéristiques et/ou de services requis, par l'intermédiaire d'un réseau, éventuellement composite et multicomposants, caractérisé en ce qu'il consiste à diviser ledit réseau en plusieurs domaines (D1 à DM), une unité négociatrice (Ni) étant associée à chaque domaine (Di), à adresser à au moins une unité négociatrice (Ni) une requête de mise en communication et un ensemble de paramètres définissant les caractéristiques et/ou services associés à la communication à établir, et, à établir, le cas échéant, ladite communication après détermination des ressources (Ri) disponibles adaptées dans les différents domaines (Di)
 concernés et sélection des ressources (Ri) permettant de répondre du mieux possible audit ensemble de caractéristiques et/ou services.
 - 2. Procédé selon la revendication 1, dans lequel chaque unité négociatrice (Ni) est en relation, d'une part, avec les différentes ressources (Ri) et les différents prestataires de services du domaine (Di) considéré, connectés directement ou indirectement audit réseau ou faisant partie de ce dernier et, d'autre part, avec les unités négociatrices (N1 à Ni 1 et Ni + 1 à NM) des autres domaines (D1 à Di 1 et Di + 1 à DM), chaque unité négociatrice (Ni) évaluant, sélectionnant et réservant, après accord, les ressources (Ri) et/ou prestataires disponibles dans le domaine (Di) qui lui est associé et permettant de contribuer de façon optimale à l'établissement de la communication envisagée.

20

25

35

- **3.** Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 et 2, 30 caractérisé en ce qu'il consiste :
 - à transmettre à l'unité négociatrice (Ni) de chaque domaine (Di) situé le long de la ou d'une possible voie de transmission pour la communication à établir, ou dont au moins une ressource (Ri) est susceptible d'être impliquée dans ladite communication, ledit ensemble de caractéristiques et/ou services requis;
 - à déterminer, par l'intermédiaire desdites unités négociatrices (Ni) et dans chacun des domaines précités, les ressources (Ri) disponibles



5

- 11 -

susceptibles de contribuer à l'établissement et à la réalisation de ladite communication en accord, total ou partiel, avec l'ensemble de caractéristiques et/ou services requis ;

- à collecter et à évaluer les informations fournies par les unités négociatrices (Ni) sollicitées, et,
- à établir la communication en fonction des résultats de ladite évaluation et après réservation des ressources (Ri) adaptées dans les domaines (Di) concernés.
- 4. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que l'ensemble de caractéristiques et/ou services requis pour la communication est fixé par l'utilisateur (U1) qui est à l'initiative de cette dernière et en ce que la demande de mise en communication et les requêtes associées à celle-ci sont adressées à l'unité négociatrice (Ni) du domaine (Di) dans lequel l'utilisateur a émis la demande et les requêtes associées, qui les retransmet, après analyse, aux unités négociatrices (Ni) susceptibles d'être concernées.
- 5. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 4, caractérisé en ce que les ressources (Ri) disponibles dans les différents domaines (Di) sont choisis dans le groupe formé par les ressources de réseau(x) de transmission, les ressources de calcul et de traitement de données, les ressources de connexion, les ressources de protocoles de communication, les ressources de restitution de données et d'informations, les ressources de stockages d'informations analogues, les ressources d'interfaçage et les autres ressources (Ri) dépendant de chacune des unités négociatrices (Ni) considérées.
- 6. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que les caractéristiques de la communication à établir sont choisies dans le groupe formé par le destinataire (U2), la nature et la qualité de la communication, la durée de cette dernière, le moment d'établissement en cas de mise en communication différée, le coût maximum par unité de temps ou analogues.





- 12 -

7. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 6, caractérisé en ce qu'il consiste à pondérer, en termes d'importance ou de préférence, les différents paramètres formant l'ensemble de caractéristiques et/ou de services requis.

5

10

15

20

- 8. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 7, caractérisé en ce que, en cas d'absence de possibilité de satisfaction optimale des caractéristiques et/ou services demandés par l'utilisateur (U1) ayant émis la requête de mise en communication, l'unité négociatrice (Ni) du domaine dans lequel ou par lequel ledit utilisateur (U1) est connecté au réseau, soumet audit utilisateur, pour sélection et accord, une ou plusieurs possibilité(s) de mise en communication répondant de manière approchante à l'ensemble de caractéristiques et/ou services initialement requis, ce éventuellement avant réservation des ressources (Ri) concernées ou avant confirmation de ladite réservation auprès des unités négociatrices (Ni), ressources (Ri) ou prestataires concernés.
- 9. Réseau de communication composé, permettant la mise en communication, en accord avec un ensemble prédéfini de caractéristiques et/ou de services requis par l'émetteur de la requête de mise en communication, caractérisé en ce que ledit réseau composé est formé de plusieurs domaines (D1 à DM) auxquels sont associés, pour chacun, une unité négociatrice (Ni) correspondante, cette dernière communiquer, d'une part, avec les différentes ressources (Ri) de communication et de services faisant partie ou reliées au domaine (Di) de l'unité (Ni) et, d'autre part, avec les unités négociatrices (N1 à Ni - 1 et Ni + 1 à NM) des autres domaines (D1 à Di - 1 et Di + 1 à DM) formant ledit réseau composé, lesdits domaines (Di) étant interconnectés entre eux par l'intermédiaire d'interfaces adaptées.

30

35

25

10. Réseau, selon la revendication 9, caractérisé en ce que chaque domaine (Di) constitue une entité structurellement et/ou logiquement unitaire, telle que par exemple un réseau homogène et les prestataires de services connectés à ce dernier, l'unité négociatrice (Ni) associée étant formée par le ou faisant partie du serveur, ou une unité informatique gestionnaire similaire, contrôlant ou pilotant ladite entité.



ABREGE DESCRIPTIF

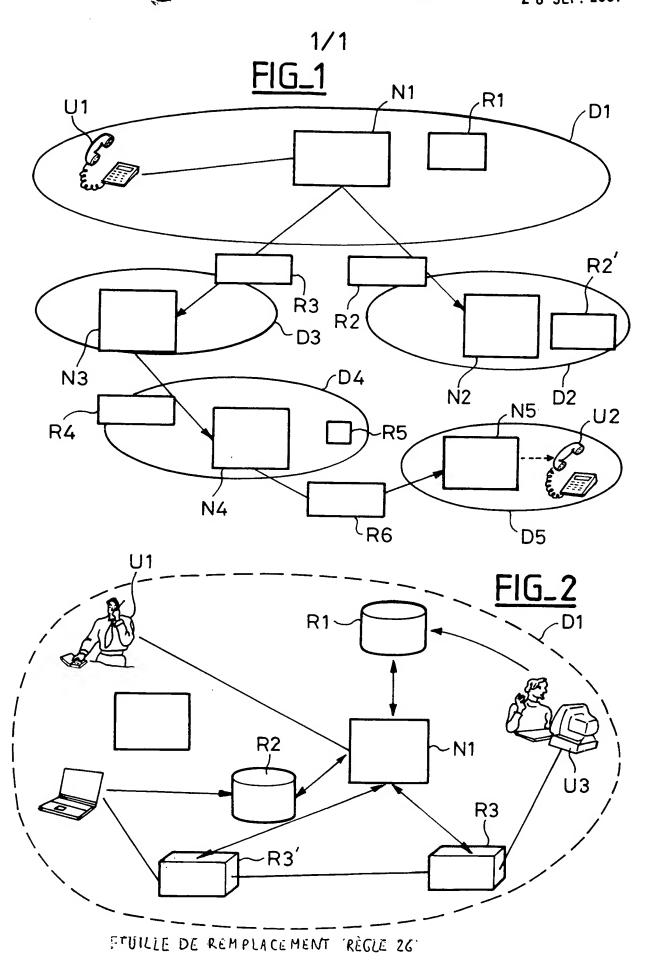
Procédé de mise en communication en accord avec un ensemble prédéterminé de caractéristiques et/ou de services requis et réseau correspondant

La présente invention concerne un procédé de mise en communication en accord avec un ensemble prédéterminé de caractéristiques et/ou de services requis, par l'intermédiaire d'un réseau, éventuellement composite et multicomposants.

15

20

Procédé caractérisé en ce qu'il consiste à diviser ledit réseau en plusieurs domaines, une unité négociatrice étant associée à chaque domaine à adresser à au moins une unité négociatrice une requête de mise en communication et un ensemble de paramètres définissant les caractéristiques et/ou services associés à la communication à établir, et, à établir, le cas échéant, la communication après détermination des ressources disponibles adaptées dans les différents domaines concernés et sélection des ressources permettant de répondre du mieux possible audit ensemble de caractéristiques et/ou services.



US 1008916805P1



Creation date: 09-27-2004

Indexing Officer: EASSFAW - ELANE ASSFAW

Team: OIPEBackFileIndexing

Dossier: 10089168

Legal Date: 06-18-2002

No.	Doccode	Number of pages
1	M903	2

Total number of pages: 2

Remarks:

Order of re-scan issued on